

---

**JEUX DE POUVOIR POUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES ET DEVENIR DE  
L'ÉLEVAGE EN AFRIQUE SOUDANIENNE.  
LE FONCIER PASTORAL DANS L'OUEST DU BURKINA FASO<sup>1</sup>**

par Alexis **Gonin**

Jean-Marc Boussard<sup>2</sup>. – Il s'agit ici d'un travail de géographe, mais surtout d'anthropologue. L'auteur a longuement partagé la vie des pasteurs de l'Afrique sahélienne, ces éleveurs qui promènent leur bétail entre les zones équatoriales et tropicales de l'Afrique au sud du Sahara. Ils profitent au nord des pluies qui reverdissent les zones sahéliennes en hivers, puis descendent au sud en été pour y retrouver de l'eau en dépit de la chaleur et de la sécheresse. Cela ne va pas sans conflits avec les agriculteurs sédentaires qui craignent la destruction de leurs cultures. L'auteur nous les fait vivre avec une acuité visuelle (il y a beaucoup de photos dans le document, ainsi que des cartes d'un style original très séduisant) et une plume alerte que l'on pourrait comparer à celle d'un Jean-Christophe Ruffin.

Tout ce travail va cependant beaucoup plus loin qu'une simple histoire de voyage : D'abord, parce qu'il présente une analyse probablement exhaustive de toutes les nombreuses publications récentes ou anciennes sur le sujet. Mais surtout parce qu'il analyse en finesse la grande diversité des situations, la simple distinction entre « nomades » et « sédentaires » se trouvant très loin de suffire pour décrire la complexité des enjeux.

De fait, même la notion d'agriculteur sédentaire est beaucoup moins claire qu'il n'y paraît, à première vue, car ces « sédentaires » sont souvent des émigrés en provenance de contrées surpeuplées (dans l'ouest du Burkina Faso, la région de Bobo-Dioulasso, ils viennent en majorité de l'est, le « plateau central », autour de Ouagadougou), qui ont eux-mêmes des relations plus ou moins conflictuelles avec les « autochtones ». Du côté des « nomades », il existe toutes sortes d'intermédiaires entre des « éleveurs purs » - l'archétype du transhumant - et les « agriculteurs éleveurs », presque sédentaires, qui doivent cependant trouver les moyens de nourrir leurs troupeaux en saison sèche en les déplaçant vers des zones un peu humides autant que possible près de l'endroit où ils ont leurs cultures. Et il faut aussi tenir compte de l'existence de « bergers » pauvres, qui subsistent difficilement en gardiennant les troupeaux des autres, même s'ils essaient d'investir leur petite épargne dans des embryons de troupeaux à eux, ou des cultures que les transhumants peuls continuent à pratiquer dans leur zone d'origine (les pâturages semi désertiques du nord).

Le décor ainsi planté, l'auteur essaie de comprendre l'origine et les enjeux des conflits qui forment le cœur de l'ouvrage : depuis longtemps la transhumance était basée sur le fait qu'il existait dans le « sud » de très vastes territoires vierges de toute occupation. Les pasteurs pouvaient y mener paître leurs troupeaux sans gêner personne. Au contraire : la « brousse » était perçue par les « sédentaires » comme une zone hostile et dangereuse. La présence des pasteurs y était rassurante. Il y avait alors une complémentarité naturelle entre les éleveurs et les agriculteurs, d'autant plus que le pâturage des résidus de récolte sur les terres cultivées constituait une technique de fertilisation à bon compte (il est curieux de constater que beaucoup des agriculteurs interrogés à ce sujet semblent nier l'existence de cet avantage).

Mais avec la croissance démographique d'un côté, l'accumulation du capital (le passage de la culture « manuelle » à la culture « attelée », qui permet à un seul homme de cultiver une surface plus grande, ou la plantation de vergers d'anacardiens, qui réclament peu de soins), les agriculteurs du sud ont tendance à accroître leurs surfaces cultivées au dépend des parcours des troupeaux transhumants. Les conflits se

---

<sup>1</sup> Thèse à l'université de Paris 1, soutenue le 14 novembre 2014.

<sup>2</sup> Membre de l'Académie d'Agriculture de France, directeur de recherche honoraire de l'INRA.

multiplie, avec la mise en culture des pistes de transhumance, et les dégâts causés par les troupeaux en dépit des efforts des bergers.

Les approches juridiques ne facilitent pas les choses, car il y a souvent des contradictions entre le droit coutumier (il fait la part belle aux « chefs de villages », c'est à aux vieilles familles qui peuvent justifier d'une résidence « ancestrale » dans une région) et le droit « moderne » (en fait, la continuation du droit colonial) qui considère la terre comme la propriété éminente de l'État central. Ce dernier n'étant pas en mesure d'imposer ce point de vue (il a toutes les peines à protéger les forêts « classées », avec des phénomènes de corruption évidents, et ne peut s'occuper du reste), c'est en fait sur la base du droit coutumier que se règlent les conflits. Et ce droit coutumier, lui-même, fait la part belle au principe « premier arrivé, premier servi ». Dès lors, se mettent en place des stratégies que l'auteur appelle de « territorialisation » : création de parcelles cultivées « en mosaïque » pour pouvoir aussi revendiquer les interstices, appel aux autorités pour exiger le droit de passage des troupeaux, etc. Dans cette confusion, un véritable marché foncier se met en place, mais sans notaires et avec des droits en fait précaires.

Tout ceci, d'une façon générale, se fait au détriment des éleveurs nomades dont les parcours disparaissent, dans un mouvement qui rappelle les fameux « enclosures » de l'Angleterre des 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles.

Bien entendu, ces changements conduisent aussi à modifier les fortunes. Alors qu'autrefois, le bétail était l'actif préféré de tous agents économiques, le nombre de têtes d'un troupeau signalant sans ambiguïté la richesse de son propriétaire, maintenant, une part croissante de l'épargne se tourne vers le marché immobilier urbain, beaucoup de « riches » (aussi bien nomades que sédentaires) ayant intérêt à vendre tout ou partie de leur troupeaux pour acheter de (misérables) maisons à Bobo-Dioulasso, afin de jouir sans travailler des revenus de la location...

Ce tableau fascinant du développement rural (et de ses dérives) dans l'ouest du Burkina Faso comporte encore beaucoup d'autres aspects qu'il serait trop long de détailler ici, en particulier parce que – c'est sans doute là le seul reproche qu'il serait possible de faire à l'auteur – il n'y pas un grain d'analyse économique dans cette description scrupuleuse et englobante de la situation. Et pourtant, paradoxalement, cette description minutieuse suscite de multiples interrogations pour l'économiste que je suis.

Je me bornerai à signaler mon seul vrai point de désaccord avec l'auteur : il a beaucoup de sympathie pour les Peuls, et cela peut se comprendre, parce qu'on ne partage pas longuement le quotidien d'un peuple sans s'y attacher. Il tend donc à militer pour la poursuite de la transhumance, qu'il qualifie de procédé économe en ressources. Il a raison, d'une certaine façon, puisque cette technique exploite à merveille le « don gratuit de la Nature ».

La Nature, cependant, si elle est parfois prodigue de ses dons, ne saurait le faire de façon illimitée. Il arrive un moment où la croissance démographique dépasse les ressources du don gratuit. Il faut alors choisir : On peut se tourner vers un mode de régulation « naturel » - celui de toutes les espèces végétales et animales, – qui consiste à laisser périr les plus faibles. On peut aussi passer à un autre système plus artificiel, les innovations et l'accumulation du capital autorisant à exploiter différemment le cadre naturel, et à l'élargir. La première solution est celle de Thomas Robert Malthus, la seconde, celle d'Esther Boserup.

L'auteur, quelque part, remarque que la solution « Boserupienne » ne se met pas en place spontanément. Il a encore raison, car c'est bien la faiblesse de Boserup que de croire à la mise en place automatique de l'artificialisation qu'elle imagine. Mais il appartient au politique avisé, doté d'une vision de long terme, de créer les conditions favorables à cette évolution. De ce point de vue, les visions du pouvoir colonial autrefois, ainsi que celle, identique, du pouvoir national aujourd'hui me semblent les seules valables. Toutes deux conduisent à la sédentarisation des nomades.

L'auteur combat cette vision, et je crois qu'il a tort. Il soutient sa thèse en détaillant l'échec d'un programme de création de « ranchs » initié par différentes ONG. Il a raison de faire l'autopsie de ce projet, mais je crois qu'il serait possible de le reprendre d'une façon différente, justement, d'ailleurs, en se fondant

sur les enseignements du présent travail pour trouver des formules adaptées à la situation, et qui permette un « atterrissage en douceur » aux élèves peul...

Quoiqu'il en soit de ces divergences entre mes approches personnelles et celle de l'auteur, il faut reconnaître à celui-ci d'énormes mérites pour avoir aussi bien posé le problème, et rédigé un vrai morceau d'anthologie sur les migrations sahéliennes.